



GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE
CHI Elbeuf Louviers Val de Reuil
Rue du Docteur Villers 76410 Saint Aubin les Elbeuf

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

**SERVICE DE TRANSPORTS DES USAGERS DE L'ACCUEIL DE JOUR DU
GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE**

PROCEDURE DE CONSULTATION :

Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article L2124-1 et R2124-1 du code de la commande publique.

Le présent document comporte 16 feuillets numérotés de 1 à 16.

En date du 31/03/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	3
1.1)	Parties contractantes	4
1.2)	Pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 2	DEFINITION DU MARCHE PUBLIC	4
2.1)	Objet du marché.....	4
2.2)	Nature et étendue des prestations	4
2.2.a	Lots	4
2.2.b	Description des prestations : lot 1	5
2.2.a	Description des prestations : lot 2	5
2.3)	Procédure de passation.....	5
2.4)	Forme du marché	6
2.5)	Durée du marché.....	6
ARTICLE 3	REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES	7
3.1)	Réglementation	7
3.2)	Pièces contractuelles.....	7
3.2.a	Pièces Particulières.....	7
3.2.b	Pièces générales	7
ARTICLE 4	PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION	8
4.1)	Forme des prix.....	8
4.2)	Révision des prix.....	8
4.3)	Date de validité des offres	8
ARTICLE 5	EXECUTION DE LA PRESTATION.....	9
5.1)	Retour au domicile des personnes âgées.....	9
5.2)	Sécurité des personnes transportées.....	9
ARTICLE 6	CONTROLE D’EXECUTION ET DE QUALITE DES PRESTATIONS	10
6.1)	Vérifications.....	10
6.2)	Décisions après vérifications	10
ARTICLE 7	FACTURATION ET PAIEMENT.....	11
7.1)	Règlements des fournitures	11
7.2)	Remise des factures	12
7.3)	Intérêts moratoires	12
7.4)	Nantissement	12
ARTICLE 8	AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE.....	13
ARTICLE 9	PENALITES.....	13
ARTICLE 10	ASSURANCES.....	13
ARTICLE 11	ARTICLE – MODIFICATION DU MARCHE.....	13
11.1)	Prestations exceptionnelles	13
11.2)	Fermeture ou ouverture de sites	13

11.3)	Evolution de la réglementation	13
ARTICLE 12	RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT	14
12.1)	Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire	14
12.2)	Résiliation pour insolvabilité	14
12.3)	Résiliation du marché pour changement économique	14
12.4)	Résiliation pour non-respect de la réglementation	14
ARTICLE 13	DISPOSITIONS DIVERSES	15
13.1)	Non validité partielle et titre	15
13.2)	Renonciation.....	15
13.3)	Cautionnement.....	15
13.4)	Démarche commerciale	15
13.5)	Notification électronique	15
13.6)	Obligation du titulaire quant à son personnel	15
ARTICLE 14	REGLEMENT DES LITIGES.....	16
ARTICLE 15	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16
SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE :		16

ARTICLE 1 **DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES**

1.1) Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

Le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure, représenté par l'établissement support Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, désigné ci-après « **GHT** », pour le compte de :

- Son établissement support le Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, désigné ci-après CHIELVR,
- Son établissement partie, le Centre Hospitalier du Neubourg

D'autre part,

Le fournisseur qui conclut le marché, désigné ci-après, le «**Titulaire**».

Dans le cadre de l'exécution du marché public, est l'interlocuteur du titulaire :

Mme HOUARD Fabienne pour le CHIELVR ;

Mme GRENET Corinne pour le Centre hospitalier du Neubourg.

1.2) Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le représentant légal de l'établissement Support au GHT :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal d'Elbeuf-Louviers/Val de Reuil.

ARTICLE 2 DEFINITION DU MARCHE PUBLIC

2.1) Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Particulières définit les conditions administratives dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à assurer le « **transport des usagers de l'accueil de jour du CHIELVR et du Centre Hospitalier du Neubourg** ».

2.2) Nature et étendue des prestations

2.2.a Lots

Le présent marché est réparti en 2 lots :

Lot 1 : Transport des usagers de l'accueil de jour du CHIELVR

Lot 2 : Transport des usagers de l'accueil de jour du Centre Hospitalier du Neubourg

2.2.b Description des prestations : lot 1

La prestation de transport concerne des personnes atteintes d'une maladie neurodégénérative (exemple : maladie d'Alzheimer)

Le prestataire transportera les personnes bénéficiant des services de l'accueil de jour dans les conditions suivantes :

- Amener au centre hospitalier sur le site de **Louviers** les personnes fréquentant l'accueil de jour à **10h**, du lundi au vendredi
- Transport du soir de 8 personnes âgées maximum du lundi au vendredi de l'accueil de jour à leur domicile. Départ du site de l'accueil de jour entre **16h et 16h15**
- Organiser le circuit de prise en charge, de manière à réduire le coût pour le CHIELVR. Le circuit de prise en charge sera modifié en fonction des inscriptions dans le service.
- Accompagnement des personnes âgées de la porte de l'accueil de jour à la porte de du véhicule et de la porte du véhicule à la porte de leur domicile

Précisions :

Typologie du véhicule 9 places

Permettre de monter un usager en fauteuil roulant, pas de banquette sur laquelle les usagers doivent se décaler.

Souplesse au niveau du temps du chauffeur

Il se peut que la tournée aller ou retour soit plus longue que de normal selon si les usagers sont prêts ou s'il faut les raccompagner à la porte de leur domicile.

Dépôt de l'usager à la porte de son domicile

Peut être nécessaire de faire préciser surtout quand l'usager a son appartement au sein d'une résidence.

Chauffeur

Il accompagne des usagers avec des troubles, il ne peut, comme cela a déjà eu lieu avec des remplaçants du chauffeur actuel, laisser un usager seul sur un endroit sans s'inquiéter qu'un aidant soit là pour le récupérer.

Le chauffeur doit être sensible « à la personne âgée », doux et diplomate. Un agent qui sait également travailler en équipe (avec les agents de l'ADJ).

2.2.a Description des prestations : lot 2

La prestation de transport concerne des personnes atteintes d'une maladie neurodégénérative (exemple : maladie d'Alzheimer)

Le prestataire transportera les personnes bénéficiant des services de l'accueil de jour dans les conditions suivantes :

- Amener au centre hospitalier du **Neubourg** les personnes fréquentant l'accueil de jour pour **9h45**, du lundi au vendredi
- Transport du soir de 8 personnes âgées maximum du lundi au vendredi de l'accueil de jour à leur domicile. Départ du site de l'accueil de jour à **16h30**
- Organiser le circuit de prise en charge, de manière à réduire le coût pour le Centre Hospitalier du Neubourg. Le circuit de prise en charge sera modifié en fonction des inscriptions dans le service.
- Accompagnement des personnes âgées de la porte de l'accueil de jour à la porte de du véhicule et de la porte du véhicule à la porte de leur domicile

2.3) Procédure de passation

Le marché public est passé par le GHT, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30/03/2021 publié Journal Officiel du 01/04/2021.

- ☒ Appel d'offres ouvert
☐ Appel d'offres restreint

- ☐ Procédure concurrentielle avec négociation
- ☐ Dialogue compétitif
- ☐ Procédure adaptée
- ☐ Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable

2.4) Forme du marché

Le marché est un marché ordinaire sans minimum et avec maximum tel que défini ci-dessous.

Le montant de chaque marché sera compris dans la fourchette suivante, selon le prévisionnel défini avec :

Montant maximum annuel : nombre de trajets prévisionnels annuels multiplié par le prix unitaire de l'offre du titulaire pour un trajet affecté du coefficient **2**

N° LOT	Libellé	Nombre de transport prévisionnel annuel HT
1	Transport des usagers de l'accueil de jour du CHIELVR	520
2	Transport des usagers de l'accueil de jour du Centre Hospitalier du Neubourg	520

Soit un nombre maximum de transport sur la totalité du marché

- Lot 1 : 2080
- Lot 2 : 2080

2.5) Durée du marché

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification, pour une durée d'un an, et sera reconductible 3 fois de manière tacite par période de 12 mois maximum.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Générale du CHIELVR. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHIELVR.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat. Il s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHIELVR dans les plus brefs délais.

Le pouvoir adjudicateur devra se prononcer au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du marché concernant la reconduction du marché. Conformément à l'article R2112-4 du code des marchés publics, le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

Il pourra être résilié à une date antérieure, en application Du chapitre 7 du C.C.A.G-F.C.S.

ARTICLE 3 **REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES**

3.1) Réglementation

La réglementation régissant les marchés est la suivante :

- Le code de la commande publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G.- F.C.S.) passés au nom des collectivités locales et de leurs établissements publics, arrêté du 01/04/2021.
- Le cahier des Charges des Normes Françaises (AFNOR) ou similaire dans les états membres, applicable aux fournitures concernées.
- La réglementation concernant la protection des travailleurs.

Les textes à appliquer sont ceux en vigueur, le premier jour du mois de la date limite de réception des offres. Ces textes, réputés connus du titulaire ne sont pas joints au dossier d'appel d'offres. Ils peuvent être retirés auprès de la Direction des Journaux Officiels - 26 Rue Desaix – 75727 PARIS Cedex 15.

3.2) Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents par ordre de priorité énumérés ci-après :

3.2.a Pièces Particulières

- L'acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHI Elbeuf-Louviers-Val de Reuil fait seul, foi
- L'offre financière
- Les bons de commande

Ces pièces n'auront un caractère contractuel qu'après notification au titulaire du marché. En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emportera sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCP.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché public.

3.2.b Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G. - F.C.S.)
- Les normes AFNOR en la matière du présent appel d'offres
- Les obligations du Code du Travail
- La réglementation concernant la protection des travailleurs

Les textes officiels ainsi que les obligations sociales ou fiscales à appliquer sont ceux en vigueur le premier jour du mois de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 **PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION**

4.1) Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires, selon un tarif indiqué par trajet hors taxes.

Les montants indiqués dans les annexes de l'acte d'engagement n'ont qu'une valeur indicative prévisionnelle, les quantités pouvant varier. Les prix unitaires du (ou)des bordereaux de prix seront appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, même si des prestations n'ont pas été explicitement détaillées dans le C.C.P. Ils comprendront notamment la formation des utilisateurs.

A cet effet, le titulaire est réputé, avant l'établissement de son prix, avoir pris connaissance de tous les éléments pouvant influencer sur sa proposition.

4.2) Révision des prix

Les prix seront réputés fermes et pourront être révisés annuellement à la hausse comme à la baisse conformément à l'article 10.2 du C.C.A.G. – F.C.S. à date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o (0.125 + 0.875 \times \text{ICHTTS}_n / \text{ICHTTS}_o)$$

dans laquelle :

P_n = le nouveau prix

P_o = le prix initial à la date d'entrée en vigueur du marché

ICHTTS_n = la valeur du dernier indice mensuel connu du - Transports routiers réguliers de voyageurs

ICHTTS_o = la valeur de l'indice mensuel au moment de la notification du contrat connu du - Transports routiers réguliers de voyageurs

Cet indice est consultable par Internet sur le site de l'INSEE : [Indice de chiffre d'affaires - Transports routiers réguliers de voyageurs \(NAF rév. 2, niv. sous-classe poste 49.39A\) | Insee](#)

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait ajuster les prix du marché, il lui appartient de faire connaître par envoi recommandé avec A.R. ses nouvelles propositions trois mois avant l'échéance annuelle, sans aucune intervention du service acheteur.

En cas de disparition de l'indice, le premier prix ajusté sera maintenu pendant trois mois, le temps pour les parties de se mettre d'accord sur un nouveau mode d'ajustement par voie d'un avenant. Passé ce délai, et si aucun accord n'est intervenu, le marché pourra être résilié sans indemnité.

CLAUSE BUTOIRE : Dans tous les cas les prix ne pourront être révisés que dans la limite de 2% annuel par rapport au prix initial ou à l'ancien prix ajusté. Dans le cas d'une hausse supérieure à 2%, le GHT pourra résilier le marché sans que le titulaire ne puisse lui opposer de recours. Il se réserve le droit de présenter les demandes d'ajustement à l'avis de la Direction Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

4.3) Date de validité des offres

La date de validité des offres est fixée à 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 5 **EXECUTION DE LA PRESTATION**

Le titulaire devra se rapprocher de l'établissement concerné pour établir les modalités de démarrage du marché. Les établissements devront informer le titulaire du marché des dates de fermeture de l'Accueil de jour.

5.1) Retour au domicile des personnes âgées

- Le prestataire apportera son aide, le cas échéant, à l'ouverture de la porte du domicile,
- Suivant l'analyse faite par le transporteur d'une quelconque situation de danger et selon l'appréciation qu'il est susceptible d'en faire, il appellera soit la famille ou l'accueil de jour. En cas d'impossibilité d'établir un contact téléphonique, le prestataire s'engage à retourner l'utilisateur à l'accueil du Centre Hospitalier concerné ou ce dernier sera pris en charge par le personnel de l'établissement.

5.2) Sécurité des personnes transportées

Le prestataire s'engage à transporter les usagers de l'accueil de jour dans des conditions optimales de sécurité dans un véhicule de 9 places aménagé.

Le client s'engage :

- A transmettre un planning de référence au prestataire comprenant :
 - o Les noms, prénoms et adresses des usagers
 - o Les noms et coordonnées des référents
 - o Le numéro de téléphone et courriel de l'accueil de jour
- A actualiser ce planning de référence en fonction des départs, entrées et absences des usagers
- A transmettre, au plus tard, le vendredi qui précède, les modifications de planning de référence, si elles ne sont pas connues avant
- A transmettre par mail ou par téléphone les modifications nécessaires en cours de semaine

Le client informera le prestataire en Décembre des périodes de fermeture de l'accueil de jour prévues dans l'année qui suit.

ARTICLE 6

CONTROLE D'EXECUTION ET DE QUALITE DES PRESTATIONS

6.1) Vérifications

Le GHT désignera des responsables chargés de vérifier la bonne exécution des prestations conformément au présent CCP.

Cette vérification servira de base à la liquidation des sommes dues au Titulaire et, le cas échéant, à la fixation du montant des pénalités qui pourront être mises à la charge du Titulaire, dans les conditions prévues à l'ARTICLE 9 ci-après.

6.2) Décisions après vérifications

· Si le résultat des vérifications qualitatives est satisfaisant :

L'admission est prononcée séance tenante par le Directeur des Services Techniques et Hôteliers ou son Représentant.

· Si le résultat des vérifications qualitatives est insatisfaisant

Si la prestation ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché, le Directeur des Services Techniques et Hôteliers ou son Représentant peut :

- Soit la refuser : elle doit alors être impérativement remplacée sur mise en demeure verbale du Titulaire ou de son Représentant
- Soit l'accepter, avec réfaction de prix déterminée d'un commun accord, le défaut d'accord entraînant le rejet de la prestation.

ARTICLE 7 **FACTURATION ET PAIEMENT**

Conformément à la réglementation, en vigueur, le marché est conclu en euros.

7.1) Règlements des fournitures

Chaque prestation donne lieu à un paiement définitif.

Les règlements seront effectués par voie de mandat administratif, après réception de la facture, au compte indiqué dans l'acte d'engagement, respectivement :

- par le comptable assignataire du C.H.I.E.L.V.R. : Madame le Trésorier Principal des Finances d'Elbeuf,
- par le comptable assignataire du Centre Hospitalier du Neubourg.

Conformément aux dispositions des articles n°R2192 relatifs au délai maximum de paiement et à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai de paiement est fixé à 50 jours à partir de la date de réception de la demande de paiement par le GHT.

Toutefois, ce point de départ pourra être la date d'exécution des prestations lorsqu'elle sera postérieure à la date de réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution seront constatées par le GHT. A défaut, ce sera la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui fera foi. En cas de litige, il appartiendra au titulaire d'administrer la preuve de cette date.

Le délai global de paiement, tel que défini aux articles n°R2192 du code de la commande publique, pourra être suspendu.

Cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précisera les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement sera alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le GHT, un nouveau délai global sera ouvert : il sera de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension, si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de changement du compte de règlement, le titulaire du marché doit impérativement, avant toute nouvelle facturation, adresser au CHIELVR un courrier indiquant qu'il désire être payé à un nouveau compte que celui indiqué dans le marché, en joignant un relevé d'identité correspondant à ce nouveau compte.

7.2) **Remise des factures**

Après chaque livraison une facture sera établie adressée selon les lots à :

Pour le lot n°1 :

**Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers/Val de Reuil
D.S.T.H
Rue du Docteur Villers
BP 310
76503 Elbeuf CEDEX**

Pour le lot n°2 :

**Centre Hospitalier du Neubourg
25 rue du Général De Gaulle
27110 Le Neubourg**

Et déposée OBLIGATOIREMENT via le portail CHORUS PRO

La facture comportera les indications suivantes :

- _ Les noms et adresses du créancier
- _ L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement
- _ Le numéro du bon de commande
- _ Le numéro et la date du marché
- _ La description de la prestation
- _ la date d'intervention
- _ Le montant hors TVA de la prestation
- _ Le taux et le montant des taxes
- _ Le montant total des prestations effectuées

7.3) **Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement, dans les délais prévus à l'article 7.1) du présent C.C.P., fait courir de plein droit, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement tel que défini dans l'article 7.1) du présent C.C.P.

Le taux des intérêts moratoires qui s'appliquera sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;

7.4) **Nantissement**

Afin de permettre l'application du régime de cession ou de nantissement des créances résultant d'un marché, sont désignés :

Comme personne compétente pour fournir les renseignements indiqués section 5 des articles n°R2191 du code de la commande publique : **Le pouvoir adjudicateur.**

Pour le lot n°1 :

Comme comptable assignataire : **Madame La responsable de la trésorerie hospitalière de Sotteville les Rouen.**

Pour le lot n°2 :

Comme comptable assignataire : **Monsieur le Trésorier Principal du Neubourg**

ARTICLE 8 **AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE**

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant fixé est supérieur au seuil de 50 000 € HT. Cependant, le titulaire peut refuser le versement de l'avance forfaitaire.

Le calcul du montant de l'avance devra, dans tous les cas, respecter les dispositions des articles n°R2192 du code de la commande publique.

Le titulaire sera dispensé du versement d'une retenue de garantie.

ARTICLE 9 **PENALITES**

En cas de retards constatés par rapport aux horaires définis à l'article 2.2) et ne pouvant être incombés aux patients ou aux centres hospitaliers, des pénalités de 10% du forfait de prise en charge par demi-heure de retards pourront être notifiées par l'établissement.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

Le titulaire du marché sera tenu d'être couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché public.

ARTICLE 11 **ARTICLE – MODIFICATION DU MARCHE**

11.1) Prestations exceptionnelles

Tout avenant doit obligatoirement intervenir par écrit et être signé par les deux parties. Il fait alors partie intégrante du marché. Il sera fait application des articles n°R2194 du code de la commande publique.

11.2) Fermeture ou ouverture de sites

En cas de fermeture ou d'ouverture de site pendant la durée du marché, les prestations feront l'objet d'avenant

11.3) Evolution de la réglementation

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le GHT pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 12 **RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT**

Le GHT se réserve droit de résilier le marché, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire et ce comme indiqué au chapitre 7 du C.C.A.G.- F.C.S.

12.1) Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire

En cas de manquement du titulaire dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations au titre du marché, le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure prendra toutes les dispositions pour faire pourvoir immédiatement aux besoins du service aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation pour une inexécution de ses obligations par le titulaire, cette résiliation n'emporte aucun droit à l'indemnité de quelque nature que ce soit pour le titulaire.

12.2) Résiliation pour insolvabilité

Si le titulaire est déclaré en état de cessation de paiements ou est engagé dans toute procédure ayant pour objet de constater la cessation de paiement, le GHT pourra alors, dans les conditions du droit applicable, résilier immédiatement le marché par notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation aura lieu de plein droit et sans formalité.

Les prestations commandées et en cours seront payées en fonction de leur état d'avancement, estimées d'un commun accord.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation, Il sera fait application de l'article 39.2 du C.C.A.G. – F.C.S.

12.3) Résiliation du marché pour changement économique

En cas de changement de réglementation ou de toute décision des organismes de tutelle ayant un impact tel sur l'activité du GHT que l'intérêt du GHT au marché et l'équilibre économique du marché soient gravement atteints, le GHT pourra demander la résiliation totale du marché.

12.4) Résiliation pour non-respect de la réglementation

Le titulaire s'engage à respecter les normes juridiques en vigueur. Le titulaire reconnaît que cet engagement de sa part est un engagement essentiel et que son non-respect justifierait la résiliation du marché à ses torts.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS DIVERSES**

13.1) Non validité partielle et titre

Si l'une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues en tout ou partie pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que le GHT ou le titulaire pourront d'un commun accord convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

13.2) Renonciation

Le fait pour le GHT de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire du marché à l'une quelconque des obligations visées dans le marché, ne saurait être interprété, pour l'avenir, comme une renonciation à bénéficier de l'obligation en cause. Le retard ou l'omission par le GHT à faire valoir un droit ne peut altérer le droit en question ni même être considéré comme une renonciation à son exercice.

13.3) Cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

13.4) Démarche commerciale

Le titulaire s'interdit de faire toutes démarches commerciales auprès des services concernés par le présent marché, sans avoir obtenu, au préalable, l'accord expresse du Directeur des Services Techniques et Hôteliers et du Directeur du CH du Neubourg.

13.5) Notification électronique

Le GHT se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché public (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc...) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur du pouvoir adjudicateur sera utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

13.6) Obligation du titulaire quant à son personnel

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés du titulaire, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées par la Direction de l'établissement.

ARTICLE 14 **REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation du présent marché, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément au chapitre 8 du C.C.A.G-F.C.S.

Cette procédure de conciliation ou de tentative de règlement à l'amiable du litige pourra être réalisée par l'application de l'article 46 du C.C.A.G-F.C.S.

En cas de litige, le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rouen (76 Seine Maritime) – France.

ARTICLE 15 **DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

CCP	CCAG	Objet
3.2	4.1	Pièces contractuelles
9	14.1.1.	Pénalités

DATE :

SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE :

Précédés de la mention "lu et approuvé"